



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

jeunes

Question écrite n° 20212

Texte de la question

Le congrès sur l'obésité qui vient de se terminer à Helsinki a confirmé une tendance très inquiétante, à savoir l'augmentation du nombre d'Européens sujets au surpoids, voire à l'obésité. Il est désormais bien connu que le tandem nutrition-sport est l'un des meilleurs pour contenir la surcharge pondérale. Cet équilibre s'apprend dès le plus jeune âge, et on constate que dans les établissements scolaires disposant de distributeurs alimentaires ceux-ci ne mettent à disposition pratiquement que des boissons ou des en-cas sucrés, et fortement énergétiques. Or l'école doit mettre en application les principes alimentaires qu'elle enseigne, et participer à enrayer ce phénomène. M. Bruno Bourg-Broc demande alors à M. le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche si, parallèlement à la politique d'amélioration de la diététique dans les cantines scolaires, qui fonctionne plutôt bien par ailleurs, il ne serait pas nécessaire d'envisager un dispositif permettant aux élèves de disposer d'aliments sains dans leurs distributeurs.

Texte de la réponse

Le ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche est conscient du rôle fondamental que joue la nutrition en tant que facteur de santé et de bien-être, notamment dans l'enfance et l'adolescence. L'accroissement des cas de surpoids et d'obésité chez les jeunes ces dernières années montre que leurs habitudes alimentaires sont loin d'être toujours adaptées à leurs besoins physiologiques et que, pour un certain nombre d'entre eux, leur mode de consommation est déséquilibré (excès de lipides, insuffisance de calcium et de fer). C'est pourquoi, le ministère chargé de l'éducation nationale a été conduit à prendre des dispositions pour lutter contre ce phénomène. C'est ainsi que la circulaire interministérielle n° 2001-118 du 25 Juin 2001 concernant la composition des repas servis en restauration scolaire, à l'éducation nutritionnelle et à la sécurité des aliments, à l'élaboration de laquelle le ministère de l'éducation nationale a participé (publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale spécial n° 9 du 28 juin 2001), recommande aux responsables de la restauration collective (cuisiniers, intendants, personnels chargés des achats alimentaires et de la restauration) de veiller à la qualité et à l'équilibre nutritionnels des menus proposés aux élèves et à leur sécurité alimentaire. Elle incite ainsi les responsables de cette restauration à promouvoir, par des combinaisons alimentaires variées et des produits de bonne qualité, le développement de l'éducation nutritionnelle et du goût des élèves. Ces mesures touchant à la restauration scolaire sont complétées par des mesures de portée plus générale destinées à sensibiliser et à former les élèves à une approche globale de leur santé. Elles visent à leur faire adopter dans ce domaine des comportements responsables dès le plus jeune âge grâce au contenu des programmes d'enseignement de certaines disciplines, ainsi que par le développement d'actions dans le cadre d'une politique générale de prévention et d'éducation à la santé. Ces mesures, malgré les premiers effets positifs qu'elles ont pu engendrer dans le comportement nutritionnel des jeunes, méritent d'être renforcées. C'est ainsi que, selon la communication portant sur la santé des jeunes en milieu scolaire faite par le ministre délégué à l'enseignement scolaire au conseil des ministres du 26 février 2003, le ministère chargé de l'éducation nationale s'est engagé à lutter contre les problèmes de poids et d'obésité en développant auprès des jeunes l'éducation à la nutrition. Cette action, qui s'inscrit dans le plan national nutrition santé, doit être mieux intégrée dans les programmes

scolaires et doit aussi sensibiliser et associer les familles. L'éducation nutritionnelle et l'éducation au goût doivent ainsi avoir toute leur place à l'école, notamment dès l'école maternelle dans le cadre de la collation du matin et des goûters anniversaires, mais aussi dans les animations organisées autour de la valorisation des patrimoines culinaires engagées par des actions collectives d'éducation à la santé inscrites dans les projets des écoles ou des établissements scolaires. Pour aider au développement de cette action, un guide de la nutrition pour les adolescents, élaboré par l'Institut national pour l'éducation à la santé (INPES), sera diffusé dans les établissements scolaires. Enfin, pour relayer cette démarche éducative, des mesures concrètes devront être prises dans les établissements scolaires, où il sera demandé aux chefs d'établissement de limiter la présence des distributeurs de boissons sucrées et d'aliments hypercaloriques et de favoriser l'installation de fontaines d'eau fraîche. Par ailleurs, la pratique d'activités sportives, notamment par le biais du sport scolaire, qui constitue de toute évidence un moyen de lutter contre la survenance des problèmes de surpoids et d'obésité, sera encouragée, et une enquête sera lancée pour évaluer l'impact de l'application de la circulaire du 25 juin 2002 relative à la composition des repas servis en milieu scolaire.

Données clés

Auteur : [M. Bruno Bourg-Broc](#)

Circonscription : Marne (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 20212

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : jeunesse et éducation nationale

Ministère attributaire : jeunesse et éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 juin 2003, page 4666

Réponse publiée le : 22 septembre 2003, page 7311